

EDITORIAL

Chers partenaires, élus locaux, acteurs de la société civile et bâtisseurs du changement, Il y a quinze ans, l'ONU consacrait le droit à l'eau et à l'assainissement comme un droit fondamental, affirmant que chaque citoyen devait pouvoir accéder à une eau potable, salubre et disponible. Depuis, des pas importants ont été franchis : des réseaux ont été réhabilités, des forages construits, des comités de gestion formés, et des milliers de familles ont vu leur quotidien transformé.

Mais aujourd'hui, alors que nous entrons dans la dernière ligne droite vers l'échéance 2030 des Objectifs de Développement Durable, une nouvelle génération d'élus municipaux prend ses fonctions. Ces nouveaux maires, porteurs d'espoir et de renouveau, ont entre leurs mains la responsabilité de faire vivre ce droit dans chaque quartier, chaque village, chaque école pour :

- Réduire les inégalités territoriales : Trop de communes rurales restent en marge des investissements EHA.
- Renforcer la gouvernance locale : Le droit à l'eau ne se décrète pas, il se construit avec les citoyens.
- Assurer la pérennité des services : Les ouvrages doivent être fonctionnels, entretenus et gérés de manière transparente.
- Intégrer les enjeux climatiques et démographiques : L'eau devient rare, les besoins augmentent, il faut anticiper et innover.

Les nouveaux maires sont appelés à devenir des catalyseurs de solutions locales, en s'appuyant sur:

- Les organisations de la société civile, qui mobilisent, forment et accompagnent les communautés
- Les partenaires techniques, qui apportent expertise et appui méthodologique
- Les cadres de concertation régionaux, qui facilitent la coordination et le partage d'expériences

Nous appelons chaque commune, chaque acteur, chaque partenaire à rejoindre cette dynamique collective. Ensemble, faisons des 15 ans du droit à l'eau un tournant vers l'universalité, la dignité et la justice hydrique.

Emile ATIGAKU
Président CA du CCEABT

Edouard LEBOUVIER
pS-Eau

NOMINATIONS AU MINISTERE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT



@crédit photo : MEA / Mme AZIABLE passant les témoins à M. ALIPUI

Le Ministère de l'Eau et de l'Assainissement connaît une nouvelle dynamique institutionnelle avec la nomination de deux figures à sa tête.

M. Séna ALIPUI a été nommé Ministre de l'Eau et de l'Assainissement, succédant à **Mme Mila AZIABLE**. Économiste de formation, il possède une solide expérience dans le secteur privé international (Shell, IBM, Weir Pétrole & Gaz) et une expertise en gestion et comptabilité. Député depuis 2018, ancien vice-président de l'Assemblée nationale.

M. Yawo Ewoenam ZEGUE a été désigné Secrétaire Général du ministère à compter du **11 août 2025**, en remplacement de **M. Hatimi TCHABORE**.

Dans le cadre du premier gouvernement de la Ve République du Togo, officialisé par décret le 8 octobre 2025, plusieurs ministères ont été réorganisés dans une logique de rationalisation et d'efficacité de l'action publique. À ce titre, le Ministère de l'Eau et de l'Assainissement devient un ministère délégué, placé sous la tutelle du **Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Habitat**, dirigé par **M. Kodjo Sévon-Tépé ADEDZE**.

Cette nouvelle configuration implique que les grandes orientations stratégiques, les arbitrages budgétaires et les synergies territoriales seront désormais coordonnées sous l'autorité du ministère principal, favorisant une meilleure intégration des politiques d'eau et d'assainissement dans les plans d'aménagement du territoire.

LE TOGO PREND LA PRESIDENCE DU CONSEIL DES MINISTRES DE L'AUTORITE DU BASSIN DU MONO

Le 18 août 2025, lors de la 7^e session ordinaire tenue en ligne, le Togo a officiellement pris la présidence tournante du Conseil des ministres de l'Autorité du Bassin du Mono (ABM). Le Ministre togolais de l'Eau et de l'Assainissement, Madame Mila Mawunyo AZIABLE, succède à son homologue béninois, Monsieur José Didier TONATO, qui a salué la coopération transfrontalière et réaffirmé son soutien à l'institution.



Dans son allocution, la nouvelle Présidente a exprimé sa gratitude aux chefs d'État des deux pays et sa volonté de faire de l'ABM une référence sous-régionale en matière de gouvernance de l'eau : « Nous allons renforcer notre gouvernance, mobiliser les ressources et concrétiser notre vision commune. »

Créée en 2014, l'ABM coordonne les efforts du Togo et du Bénin pour une gestion durable et intégrée des ressources en eau du bassin du Mono, au service des populations riveraines.

70 NOUVEAUX FONCTIONNAIRES POUR LE MINISTÈRE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT



@MEA 2024

Le 2 avril 2025, Madame Mila Mawunyo AZIABLE, Ministre de l'Eau et de l'Assainissement, a accueilli 70 nouveaux fonctionnaires affectés à son département, issus du concours général de la fonction publique. Cette intégration marque une avancée majeure dans la mise en œuvre de la vision présidentielle pour un accès universel à l'eau potable et à l'assainissement.

Divers profils : économistes, ingénieurs, géographes, communicateurs, viennent renforcer les capacités du ministère. Madame le Ministre a salué cette diversité et appelé les agents à faire preuve de professionnalisme, d'abnégation et d'excellence.

Ce recrutement s'inscrit dans une dynamique nationale de renforcement de l'administration publique, avec plus de 3 000 nouveaux agents déployés dans les secteurs stratégiques. Une étape clé pour améliorer la performance des services publics au bénéfice des citoyens.

DURABILITÉ DES EAUX SOUTERRAINS DU SOCLE : UN ENJEU STRATÉGIQUE POUR LES VILLES

Le 3 juin 2025, l'Université de Lomé a accueilli l'atelier régional en ligne Aquifères de Socle en Afrique de l'Ouest (ASAO) sur le thème : « Quelle est la durabilité de l'exploitation des eaux souterraines du socle pour l'alimentation des centres urbains ? ». Organisé par le [collectif ASAQ](#) avec l'appui de l'[IRD](#), cet événement a réuni chercheurs, opérateurs techniques, et partenaires du secteur de l'eau, chacun dans son pays pour suivre l'atelier en ligne.

L'atelier s'est appuyé sur une étude menée au Burkina Faso par l'Office National de l'Eau et de l'Assainissement (ONEA) et le collectif ASAQ, portant sur plus de 600 forages suivis pendant une décennie. Les résultats sont préoccupants : une baisse moyenne de 17 % des débits, une diminution de 2 mètres des niveaux piézométriques, et des risques accrus de tarissement dans les zones urbanisées. Face à ces constats, les experts ont proposé un débit cible de 3 m³/h comme seuil indicatif de durabilité pour les prélèvements dans les aquifères de socle, reconnus pour leur faible renouvellement.

Au-delà du diagnostic, l'atelier a souligné l'urgence d'une meilleure intégration des données scientifiques dans les politiques locales, la mise en place d'un monitoring systématique, et le

renforcement de la collaboration entre institutions de recherche, opérateurs publics et décideurs territoriaux. Les contextes du Togo, du Bénin et de la Côte d'Ivoire ont été mis en perspective, révélant la nécessité de solutions locales articulées à des approches régionales.

ELECTIONS LOCALES DU 17 JUILLET 2025 : UNE NOUVELLE DYNAMIQUE EN MARCHE

Dans le cadre du processus de décentralisation engagé par le gouvernement togolais, les élections municipales du 17 juillet 2025 ont marqué une étape décisive pour la gouvernance locale. Organisé dans les 117 communes du pays, ce scrutin a permis de renouveler les 1527 sièges de conseillers municipaux, avec une participation nationale de 56,91 %.

A la suite des élections et de l'installation officielle des nouveaux conseils municipaux, l'ensemble des maires et de leurs adjoints ont été élus par les conseils municipaux entre le 15 et le 17 octobre dernier.

Cette recomposition politique ouvre la voie à la deuxième génération de maires qui auront la responsabilité de :

- Mettre en œuvre les plans communaux de développement
- Piloter les projets d'accès à l'eau, d'assainissement, d'éducation et d'insertion
- Formaliser des conventions de gouvernance locale
- Mobiliser les acteurs communautaires et les partenaires techniques
- La redéfinition des priorités locales, en lien avec les plans nationaux

LES ACTUALITES DU RESEAU

RETOUR SUR LA DEUXIEME EDITION DU FORUM DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT DU MONO (FEEM) A ANEHO

À l'initiative de la commune des Lacs 1, la 2ème édition du Forum de l'Eau et de l'Environnement du Mono (FEEM) s'est tenue du 1er au 3 décembre 2025 dernier dans la ville d'Aného au Togo. Elle a eu pour objet la pérennité des services essentiels gérés à l'échelon local dans les bourgs ruraux, petites villes et en milieu rural.



Intervention de Mr Le Secrétaire Général du Ministère de l'Eau et de l'Assainissement lors de la cérémonie d'ouverture

Les échanges ont concerné les acteurs de la coopération décentralisée franco-togolaise, notamment ceux qui évoluent sur le bassin du fleuve Mono, de part et d'autre de la frontière avec le Bénin, et ont été fortement enrichis grâce à la participation d'autres collectivités ou opérateurs togolais et africains, notamment en lien avec les actions de coopération que mènent les collectivités françaises.

Ainsi, **près de 200 participants** se sont réunis sur le site de la mairie d'Aného : des représentants de collectivités locales africaines, des administrations

et entreprises publiques en charge des services essentiels, des opérateurs privés (exploitants, bureaux d'études, entreprises) et associatifs

(ONG et organisations de la société civile), des jeunes professionnels et universitaires, des partenaires techniques et financiers internationaux. Si la majorité des participants présents venaient du **Togo**, la présence de délégations du **Bénin**, du **Cameroun**, de **Madagascar**, du **Niger**, du **Sénégal**, du **Tchad**, du **Burkina Faso** et de **France**, sont venues enrichir les débats avec des retours d'expériences variés issus de contextes divers.



L'équipe du pS-Eau, les animateurs du CCEABT (Togo) et de Raneau (Madagascar), l'animatrice de la plateforme Sénégal à la mairie d'Aného

Après l'ouverture officielle le lundi 1er décembre par le discours de Monsieur le Secrétaire général du Ministère de l'Eau et de l'Assainissement qui a rappelé avec force l'importance stratégique de la gestion durable des ressources en eau et le rôle essentiel de la coopération entre pays pour relever les défis communs, les sessions se sont enchaînées pendant 2 jours et demis sur des thématiques variées : **Eau potable**, **Assainissement liquide**, **GIRE** et **gestion des déchets solides** qui ont donné lieu à de riches échanges entre participants pendant et en marge des **10 sessions thématiques**.

Ces échanges ont conduit à la présentation de conclusions et recommandations thématiques présentées lors de la cérémonie de clôture :

◆ **Sur la gouvernance et le financement des services :**

- Mettre en place des mécanismes participatifs de suivi-évaluation ;
- Renforcer les cadres juridiques et institutionnels (DSP) et adaptés aux contextes semi-urbains et ruraux ;
- Développer des financements participatifs et communautaires et des partenariats publics privée ;
- Accroître la transparence et la redevabilité ;
- Encourager la recherche et les travaux académiques ;
- Consolider les modèles économiques et la gouvernance des services ;
- Reconnaître le rôle clé des coopérations décentralisées.

◆ **Sur l'assainissement :**

- Mobiliser des financements innovants pour l'assainissement individuel et collectif ;
- Déployer des solutions pilotes reproductibles et adaptées aux contextes locaux.

◆ **Sur la GIRE et l'eau :**

- Partir des réalités locales pour une participation durable ;
- Valoriser l'échelle communale pour la planification ;
- Mettre en place des mécanismes financiers pour la protection des écosystèmes ;
- Encourager la coopération intercommunale et transfrontalière.

◆ **Sur les déchets solides :**

- Réduire la production des déchets à la source ;
- Renforcer le portage politique et la fiscalité pour des services durables ;
- Promouvoir le recyclage et la réutilisation une fois les services en place.

Le forum a également été enrichi par la présence d'exposants présents tout au long du forum et la commune des Lacs 1 a offert aux participants des circuits de découverte touristique, culturelle et historique ainsi qu'une soirée culturelle, autant d'occasions de découvrir les richesses d'Aného et de la culture togolaise !

Un grand merci à tous les intervenants, participants et partenaires de cet évènement, et rendez-vous lors d'une troisième édition ?

En attendant, les équipes du pS-Eau et du CCEABT travaillent à la capitalisation des échanges et vous pouvez dès à présent (re)découvrir les différentes présentations des sessions du FEEM2, plusieurs articles de presse et les capsules vidéo produites dans le cadre du Forum en cliquant sur les liens ci-dessous :

[Présentations des intervenants et articles de presse](#)

[Vidéo jour 1](#), [Vidéo jour 2](#), [Vidéo jour 3](#)

VISITE DE L'AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE AU TOGO

Nous avons eu le plaisir d'accueillir Mme Anna Panizzoli, Chargée de mission spécialisée internationale et politique contractuelle à l'Agence de l'Eau Seine Normandie (AESN), qui a effectué un déplacement au Togo et au Bénin entre le 30 novembre et le 12 décembre 2025. Elle était accompagnée d'Emmanuel Durand doctorant à l'IEP de Toulouse travaillant sur la gouvernance des ressources en eau en Afrique de l'Ouest. Elle nous explique les objectifs de sa mission et les principaux éléments à retenir.

Quels étaient les objectifs assignés à votre mission au Togo?

Cette mission, la première depuis ma prise de fonctions à l'AESN fin août 2024, s'est déroulée au Togo et au Bénin en décembre 2025, sur une durée de 15 jours. Elle avait pour objectif de contribuer à la redynamisation des coopérations institutionnelles de l'AESN. Dans ce cadre, il s'agissait de participer au FEEM, de rencontrer les autorités partenaires ainsi que les porteurs de projets intégrant un volet sur la gestion de la ressource en eau, et de visiter ces projets. Des échanges ont également été organisés avec d'autres acteurs du développement de la sous-région. La mission a été conduite par une délégation constituée des partenaires de l'action internationale de l'AESN.

Quels sont les principaux éléments d'information à retenir ?

La mission a confirmé le rôle du FEEM comme facilitateur de rencontres et d'échanges, tant lors des sessions organisées qu'en marge de l'événement. À titre d'exemple, la délégation de l'Union européenne a présenté un projet à venir dans le bassin transfrontalier du Mono, et deux tables rondes sur la GIRE ont rassemblé des acteurs togolais, béninois et sénégalais.

La mission a permis une première rencontre avec les autorités et a abouti à un accord avec la Direction de la Ressource en Eau (DRE) pour poursuivre l'opérationnalisation du protocole de coopération. Une visite de terrain a été réalisée dans la région Maritime avec Experts Solidaires et son partenaire local, le PADIE, à l'occasion du 3^e Carrefour de l'eau. Cette visite a permis d'apprécier les méthodes de gouvernance locale et les modalités d'implication des usagers.

Enfin, la mission a permis une plus étroite collaboration avec les équipes du pS-Eau et leurs partenaires locaux, en particulier le PNE-Bénin et le Conseil de Concertation pour l'Eau et l'Assainissement de Base au Togo (CCEABT).



Photo de groupe à l'issue de la 3eme édition des carrefours de l'Eau organisée dans le cadre du projet GIRE Mono avec les équipes d'Experts Solidaires, PADIE des élus locaux, représentants des institutions de l'état et représentants des usagers à Tagbligbo (commune de Zio 1, Région Maritime)

MIAPE DIGNITE MENSTRUELLE. DE LA PAROLE A L'ACTION

Le projet Miapé Dignité Menstruelle (2024–2026), soutenu par l'[AFD](#) et mis en œuvre par [Entrepreneurs du Monde](#), [SEVES](#), [Assilassimé Solidarité](#), [Auréole Monde Innovation](#) (AMI), JA-TOGO et [ARWP](#), vise à lutter contre la précarité menstruelle et à améliorer durablement l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène dans les établissements scolaires du Togo.

Le 21 mars 2025, SEVES a organisé un atelier de validation du diagnostic réalisé dans 28 établissements secondaires de la préfecture d'Agoé-Nyivé. Le diagnostic mené a révélé des défis majeurs :

- Des ratios élèves/toilettes alarmants, atteignant jusqu'à 799 élèves par cabine
- Des infrastructures inadaptées aux besoins menstruels, sans salle d'intimité ni dispositifs spécifiques pour les filles
- Des conditions d'hygiène dégradées dans la majorité des écoles visitées
- Une gouvernance sanitaire faible : seuls 14 % des établissements disposent d'un comité de gestion des toilettes.

Ces chiffres traduisent une réalité trop souvent invisibilisée, qui affecte directement la santé, la dignité et la réussite scolaire des élèves, en particulier des filles.

L'atelier a permis aux parties prenantes (représentants des ministères, collectivités locales, OSC et partenaires techniques) de valider le diagnostic et de poser les bases d'une stratégie d'intervention structurée.

L'approche retenue vise à :

- Renforcer les infrastructures sanitaires avec une attention particulière aux besoins menstruels
- Mettre en place des comités de gestion dans les établissements
- Sensibiliser les élèves et le personnel éducatif à l'hygiène et à la dignité menstruelle
- Impliquer les collectivités dans la planification et le suivi des actions

Le projet ne se limite pas aux infrastructures : il transforme aussi les représentations. Le festival Mes Menstrues Libres organisé le 31 mai dans le quartier d'Amadahomé, a permis de contribuer à briser les tabous et de mobiliser les jeunes autour de la justice menstruelle.



Le 15 août 2025, AMI a inauguré dans le quartier Sagbado à Lomé un espace dédié à la santé menstruelle et à l'innovation textile. Ce centre propose des ateliers de fabrication de serviettes lavables, de couches réutilisables et bientôt de coton démaquillants durables. Il s'inscrit dans une démarche écologique, sociale et inclusive, visant à rendre les produits menstruels accessibles et à créer des opportunités économiques pour les femmes.

Ces deux initiatives, à savoir le festival et l'ouverture du centre, illustrent une dynamique cohérente : sensibiliser, équiper et structurer autour de la dignité menstruelle. Elles montrent que parler des règles, c'est aussi construire des solutions durables.

Pour en savoir plus :

- [Lien vers la fiche programme](#)
- [Mes Menstrues Libres – Un cri de justice pour le corps féminin](#)
- [AMI inaugure un espace pour le changement](#)

28 JOURS POUR BRISER LE TABOU DES REGLES ET LUTTER CONTRE LA PRECARITE MENSTRUELLE

Activité : **28 JOURS**
CAMPAGNE POUR LA PROMOTION
DE L'HYGIENE MENSTRUELLE

Rapport synthétique Edition 3 (du 1 au 28 mai)

APOTHEOSE CAMPAGNE POUR LA PROMOTION DE L'HYGIENE MENSTRUELLE

THEME

Relation positive entre jeunes et adultes sur les questions de la menstruation, la santé sexuelle et de la reproduction.

Sensibiliser et informer sur l'hygiène menstruelle, briser les tabous, et promouvoir le bien-être de la jeune fille et de la femme.

EDUCATION | PRÉVENTION | PROMOTION

Du 1er au 28 mai 2025, l'Association Youth Projection en collaboration avec le CCEABT a mené une campagne nationale ambitieuse pour promouvoir l'hygiène menstruelle et combattre la précarité qui touche encore trop de jeunes filles et femmes au Togo. Placée sous le marrainage de la Dr Ingrid KENGNE T. C., gynécologue obstétricienne et militante des droits humains, cette 3e édition s'est déployée dans 14 localités des régions Maritime, Plateaux et Savanes.

Des objectifs clairs, des résultats concrets

La campagne visait à sensibiliser les jeunes et les adultes aux bonnes pratiques d'hygiène menstruelle, à distribuer des serviettes hygiéniques aux filles en situation de précarité, à encourager le dialogue intergénérationnel et à promouvoir l'accès à l'information via des outils numériques et des manuels adaptés.

Des chiffres qui parlent

- 1560 jeunes sensibilisés en présentiel
- 248 adultes et professionnels engagés via des webinaires
- 1100 serviettes hygiéniques distribuées (dont 100 réutilisables)
- 50 manuels éducatifs remis à des pairs éducateurs
- 54 structures mobilisées : organisations de jeunesse, églises, associations féminines

Un rayonnement régional et international

Grâce à son format hybride, la campagne a touché des jeunes du Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, France, Sénégal et Niger. L'apothéose organisée à Tsévié a réuni 141 participants, dont des autorités locales et leaders religieux, dans une ambiance de dialogue et d'engagement.

Youth Projection prévoit de former 50 jeunes ambassadeurs et 50 parents, de créer des clubs de pairs et d'organiser en mai 2026 un Forum National sur la Précarité Menstruelle. L'association appelle à une distribution gratuite des serviettes hygiéniques et à une mobilisation accrue des acteurs publics et privés pour garantir un avenir serein aux jeunes filles.

L'ASSOCIATION GRAIN DE SENEVE : UN MOIS D'AOUT SOUS LE SIGNE DE L'EAU ET DE LA CULTURE

L'association [Grain de Sénevé](#), engagée dans l'accès à l'eau et l'assainissement au Togo, a marqué le mois d'août 2025 par une série d'actions concrètes et symboliques.

Le 1er août 2025, dans la commune Avé 1, en partenariat avec le CCEABT et l'Union Africaine pour la Culture, il a procédé à l'inauguration officielle de deux mini-adductions d'eau potable et de blocs de latrines publiques dans les villages d'Anyron et Atti-Touwoui. L'inauguration a rassemblé les autorités locales et les chefs traditionnels et comités villageois, les jeunes bénéficiaires du programme de formation en gestion des ouvrages.

Soirée culturelle : *Les Belles Mélodies au Fil de l'Eau*

Le 6 août 2025, à l'initiative de l'Association Grain de Sénevé, en partenariat avec le CCEABT et l'UAC, la soirée de proclamation des résultats du concours "Les belles mélodies au fil de l'eau" a réuni artistes, jeunes leaders, autorités locales et acteurs du secteur de l'eau dans une ambiance festive et mobilisatrice.

Ce concours a mobilisé des jeunes de 15 à 25 ans du Togo et de France autour de la création d'œuvres musicales, visuelles et littéraires. L'objectif : transformer l'engagement écologique en expression artistique, et faire de la jeunesse un moteur de sensibilisation.

15 ANS DU DROIT HUMAIN A L'EAU ET A L'ASSAINISSEMENT : UN WEBINAIRE REGIONAL

Le mardi 29 juillet 2025, à l'occasion du 15e anniversaire de la reconnaissance officielle par l'ONU du droit humain à l'eau potable et à l'assainissement, l'[AAEFEA](#) en partenariat avec la [Coalition Eau](#), le [GRET](#) et l'[AFWASA](#), a organisé un webinaire régional réunissant des acteurs d'Afrique de l'Ouest et du Centre (OSC, collectivités locales, journalistes spécialisés, chercheurs, jeunes et femmes leaders).

L'événement a permis de dresser un état des lieux des engagements nationaux, d'explorer les défis persistants et de partager des perspectives d'action pour une gouvernance plus inclusive et redevable du secteur WASH à travers deux présentations :

Panel 1: Les droits à l'eau et à l'assainissement, 15 ans après — quels engagements ?

Panel 2: Gouvernance et redevabilité dans la mise en œuvre des droits humains

Au Togo, la mise en œuvre du droit humain à l'eau potable et à l'assainissement a connu des avancées significatives, mais reste confrontée à des défis structurels et opérationnels notamment :

- Structures de gouvernance incomplètes : Le Conseil National de l'Eau et les comités de bassins (Mono, Oti, Lac Togo) ne sont pas encore pleinement opérationnels. Inégalités territoriales : Certaines zones rurales et périurbaines restent sous-équipées, avec des infrastructures vieillissantes ou mal entretenues.
- Pollution des nappes : L'usage excessif de produits chimiques agricoles et le rejet de déchets non traités menacent la qualité des ressources souterraines.

- Participation citoyenne limitée : Les mécanismes de redevabilité et de contrôle communautaire sont encore peu structurés.

Retrouvez les présentations des panelistes et la vidéo du Webinaire [ICI](#)

FORMATION A ATAKPAME : UN PAS VERS L'ACCES UNIVERSEL A L'EAU ET A L'ASSAINISSEMENT

Le 24 avril 2025, Atakpamé a accueilli une journée de formation méthodologique dédiée à la conception de projets dans les domaines de l'eau potable, de l'assainissement et de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE). Organisée par le CCEABT en partenariat avec pS-Eau, cette

rencontre a réuni 30 acteurs engagés venus de plusieurs communes et organisations membres du CCEABT.



L'ambition de cette formation était d'outiller les participants pour qu'ils puissent concevoir des projets structurants, durables et alignés avec les Objectifs de Développement Durable, notamment l'ODD 6 sur l'accès universel à l'eau et à l'assainissement.

Les participants ont exploré :

- L'analyse du contexte du secteur EHA au Togo
- La définition de stratégies d'intervention adaptées aux réalités locales
- Les solutions techniques pertinentes et accessibles
- L'organisation et la pérennisation des services
- Des ateliers pratiques collaboratifs, basés sur une étude de cas concrète

Responsables municipaux, représentants d'ONG locales et internationales, experts techniques et facilitateurs se sont réunis dans une dynamique de co-apprentissage et de co-construction. Les échanges ont permis de croiser les regards et de faire émerger des pistes de projets structurants.

Cette journée a permis le développement des synergies entre communes et partenaires techniques

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du projet d'appui des organisations de la société civile à l'animation du cadre de concertation eau-hygiène-assainissement financé par l'Agence de l'eau Seine Normandie et l'Agence Française de Développement (AFD).

CRITERES TECHNIQUES POUR GARANTIR LA DURABILITE DES PROJETS HYDRAULIQUES SOLAIRES

Le 9 juillet 2025, l'[Entreprise Moderne de Technologie](#) (EMT) a organisé à Lomé un atelier technique sur les pompes solaires intelligentes. Cette rencontre a rassemblé des techniciens du ministère, des



ONG du secteur de l'eau, ainsi que des représentants de l'entreprise Grundfos, dont EMT est le représentant au Togo. Au cours de l'atelier, les participants ont analysé les éléments techniques indispensables pour garantir la performance et la durabilité des installations solaires.

PARTAGE D'INFORMATIONS

APPEL A MOBILISATION : JOURNÉE MONDIALE DE L'EAU 2026

Dans le cadre des recommandations issues des réunions des cadres de concertation EHA, le CCEABT lance un appel à toutes les organisations de la société civile, aux collectivités locales, aux partenaires techniques et financiers, et aux acteurs communautaires pour une célébration inédite de la Journée Mondiale de l'Eau, prévue en mars 2026.

Cette année, la célébration se veut décentralisée, inclusive et participative, avec des événements organisés dans chaque région du Togo, afin de mobiliser l'ensemble des acteurs autour des enjeux cruciaux liés à l'eau potable, à l'assainissement et à la gestion durable des ressources hydriques.

Objectifs :

- Sensibiliser les populations sur le droit à l'eau et les défis locaux
- Valoriser les initiatives communautaires et les innovations locales
- Renforcer les synergies entre OSC, communes et partenaires techniques
- Promouvoir des engagements concrets pour l'atteinte de l'ODD 6

Comment participer ? Les OSC intéressées sont invitées à :

- Se manifester auprès du CCEABT
- Proposer des activités (forums, expositions, animations, débats, etc.)
- Identifier des relais locaux pour coorganiser les événements régionaux
- Contribuer à la documentation et à la capitalisation des bonnes pratiques

Pour manifester votre intérêt ou proposer une initiative :

Contactez le CCEABT à l'adresse suivante : cceabt2013@gmail.com et p3.cceabt@gmail.com /+228 70 88 88 74/ 70 49 12 25

BILAN 2024 DES PROJETS PORTES PAR DES ACTEURS DE COOPERATION ET DE SOLIDARITE INTERNATIONALE

Chaque année, le pS-Eau recense les projets intervenant dans les secteurs de l'accès à l'Eau, à l'Hygiène et à l'Assainissement (EHA) au Togo et ayant bénéficié d'un financement de collectivités territoriales et/ou d'agences de l'eau françaises.

En 2024 **30** nouvelles actions ont été menées au Togo sur l'ensemble du pays, représentant la somme totale de **5 126 855 €** soit **3 363 216 880 FCFA**.

Sur la période 2018-2024, on recense **146** projets réalisés dans les secteurs EHA au Togo, portant sur un volume financier global de **21 513 043 €** soit **14 112 556 208 FCFA**

Retrouvez le bilan détaillé de l'année 2024 : [ICI](#)

COOPERATION DECENTRALISEE AU TOGO : UNE AMBITION RENOUVELEE

Le rapport national sur la coopération décentralisée, présenté à Témédja en juillet 2025, marque une étape décisive dans la structuration des partenariats internationaux des communes togolaises. Fruit d'un long processus de collecte et d'analyse mené par le cabinet Synergie des Consultants en Management (SCM), ce document dresse un état des lieux inédit des relations de coopération établies par les 117 communes du pays.

Selon les données compilées, seules 38 communes disposent de liens formels avec des partenaires internationaux, principalement en Afrique et en Europe. Si ce chiffre peut sembler modeste, il révèle une dynamique en construction, mais aussi des freins institutionnels, techniques et humains à surmonter.

L'atelier de validation du rapport a réuni élus locaux, partenaires techniques, OSC et représentants de l'administration centrale. Les travaux ont permis :

- Une analyse collective des données communales
- Des échanges sur le cadre juridique de la coopération
- La mise en lumière de bonnes pratiques locales.
- La validation d'un rapport national qui servira de base à une stratégie nationale de coopération décentralisée 2025–2034.

La GIZ, à travers le programme ProDeG IV, a joué un rôle clé dans l'appui technique et méthodologique du processus. Son engagement aux côtés des communes togolaises illustre l'importance d'un accompagnement structuré pour renforcer la gouvernance locale.

Ce rapport ouvre la voie à une coopération décentralisée plus stratégique, plus équitable et mieux intégrée aux plans de développement communaux. Il appelle à une mobilisation collective pour que chaque commune, quelle que soit sa taille ou sa localisation, puisse devenir actrice de son rayonnement international.

LES DATES A RETENIR

- ❖ 22 mars 2026 : Journée mondiale de l'eau
- ❖ 05 mai 2026 : Journée mondiale de l'hygiène des mains
- ❖ 28 mai 2026 : Journée mondiale de l'hygiène menstruelle

Faites vivre le réseau des acteurs EHA au Togo !

Cette newsletter a été conçue pour vous tenir régulièrement informés de l'actualité du secteur. Elle ne demande qu'à être enrichie par vos contributions...

N'hésitez pas à nous faire part de toutes informations susceptibles d'intéresser les autres acteurs du secteur !

Contacts :

Au Togo (CCEABT)

Jacques GABA

p3.cceabt@gmail.com

+ 228 70 49 12 25

En France (pS-Eau)

Edouard LEBOUVIER

edouard.lebouvier@pseau.org

+33 (0)6 72 14 91 51

Ce projet est coanimé par le CCEABT et le pS-Eau au Togo et en France

Avec l'appui financier de :

